
**STATEMENT DELIVERED BY
THE AMBASSADOR OF AFGHANISTAN TO ROME**
Meeting of the Assembly of Parties

**November 6, 2014
Rome, Italy**

M. le Président

Mme la Directrice General

Excellences Mesdames et Messieurs, les Ambassadeurs

Mesdames et Messieurs

C'est un grand honneur et un grand plaisir pour moi de m'adresser à cette importante réunion annuelle de l'Assemblée des membres de l'Organisation Internationale du Droit au Développement.

Je saisis cette occasion pour féliciter M. l'Ambassadeur Lane pour l'impulsion qu'il apporte en tant que Président de cette Organisation.

Ma délégation a également le plaisir de féliciter Mme la Directrice Irene Khan pour son importante déclaration concernant des activités de l'OIDD en 2014. Son engagement personnel est remarquable et nous avons tout particulièrement apprécié le travail de son secrétariat dans la préparation des documents de cette réunion.

M. le Président,

Après la chute du régime Taliban, le secteur de la justice était pratiquement inexistant en Afghanistan. Face au chaos d'un système arriéré et arbitraire, il a fallu reconstruire une architecture judiciaire, établir de nouveaux principes, développer des bonnes pratiques et former des magistrats compétents.

La réforme de la Justice, et plus généralement de l'administration judiciaire est un immense chantier. Il faut reconnaître que dans une période très courte, l'Afghanistan a réalisé des progrès considérables en évoluant vers une société dans laquelle l'Etat de droit a pris racine.

Nous sommes extrêmement reconnaissants de soutien apporté par la communauté internationale dans le renforcement des institutions et le processus démocratique. Dans cette entreprise du rétablissement de l'Etat du Droit, le rôle de OIDD a été crucial.

M. le Président,

L'OIDD a encouragé et soutenu le développement des outils nécessaires pour une justice moderne et efficace. Parmi ses réalisations, on peut notamment citer une série d'actions prioritaires :

Premièrement, l'OIDD a apporté son soutien à la stratégie nationale de transformation du secteur de la justice afin de favoriser une efficacité accrue de l'Etat de droit. Ce programme a renforcé la capacité des magistrats et des juristes Afghans. Il a été financé par le gouvernement des Pays Bas.

Deuxièmement, l'OIDD a accompagné la formation professionnelle des fonctionnaires sélectionnés par le Ministère de la justice. Dans le cadre de ce programme, l'OIDD continue à centrer son travail sur le renforcement des compétences des fonctionnaires nouvellement recrutés.

Troisièmement, l'OIDD a efficacement contribué sur le plan financier et technique au programme essentiel qui concerne les stages judiciaires auprès de la Cour Suprême pour les futurs magistrats. Organisés après un processus particulièrement sélectif, ces stages sont une étape essentielle. Pour la prochaine session 215 stagiaires ont ainsi été sélectionnés sur plusieurs centaines de candidats licenciés en droit et la Sharia.

Quatrièmement, l'OIDD participe à la formation des avocats membres de l'Association Indépendant du Barreau afghan. Là encore, l'effort est orienté vers les professionnels qui sont actifs dans les Provinces afin que la Justice soit efficace partout en Afghanistan.

J'ajoute que l'OIDD soutient aussi le programme de l'Association du Barreau destiné à améliorer l'accès à la Justice. Une vaste campagne de sensibilisation et d'information est en cours et déjà plus de mille personnes y ont participé dans plusieurs provinces.

Cette contribution de l'OIDD reste essentielle pour le développement capacitaire des professionnels de la Justice, non seulement à Kaboul mais aussi dans les différentes provinces du pays.

J'ajoute qu'un important programme de formation concernant les responsables de la justice informelle et les membres du conseil de la paix en province de Kapisa a été organisé par l' OIDD. Financé par le gouvernement français, ce programme s' est achevé à la fin de 2013.

L'OIDD a ainsi contribué à la formation et au renforcement des compétences capacitaire de milliers de professionnels de la justice, notamment de juges, des procureurs, des avocats, des fonctionnaires et des universitaires.

M. le Président,

Avec le gouvernement afghan, l'OIDD veut aller plus loin. Permettez-moi de souligner ici l'importance du Programme de Transition de la Formation Justice (JTTP). Il s'agit d'un grand projet qui va se dérouler sur 30 mois jusqu'en juillet 2015. Ce programme est financé par le Département d'Etat des Etats-Unis.

L'objectif de ce projet est d'améliorer la capacité de ceux qui travaillent dans le secteur de la justice en Afghanistan en collaboration avec les ministères de la Justice et de l'Intérieur, du Bureau du Procureur Général et de la Court Suprême.

Le travail se concentre sur l'amélioration des performances de l'ensemble du système judiciaire a fin de parvenir à un transfert complet de la gestion de la formation aux autorités afghanes. Le programme est ainsi mené en soutenant la création d'unités de formation opérationnelles au sein des institutions ciblées. Il va permettre aux institutions de justice afghanes de gérer une mise en œuvre efficace et durable de leur effort de formation.

Entre janvier 2013 et juin 2014, 7 équipes provinciales et une équipe mobile de l'OIDD ont ainsi formé plus de 5000 professionnels avec 211 classes spécialisées destinées à l'ensemble des institutions judiciaires afghanes.

M. le Président

Permettez-moi de souligner l'effort conjoint du gouvernement afghan et de l'OIDD pour développer une Justice inclusive en faveur des femmes.

D'une part, en soutien à la stratégie nationale du secteur de la justice, l'OIDD a mis en œuvre un programme qui vise principalement à l'amélioration de l'accès à la justice pour les femmes.

A cet égard, l'OIDD aide le Bureau du Procureur Général dans la création de 11 unités supplémentaires de la lutte contre la violence envers les femmes, dans la poursuite des crimes, de la violence contre les femmes. Il en existe déjà 19.

Plus généralement, l'OIDD continue à encourager la participation des femmes dans les professions juridiques en soutenant une étude centrée sur l'égalité du sexe, le droit de la famille, et l'émancipation des femmes. On peut dire que cette action est efficace puisque on observe une augmentation des cadres féminins dans les recrutements.

Sur ce point, je précise que l'OIDD aide également le ministère des Affaires de la Femme dans l'amélioration fonctionnelle des centres de protection des femmes. Le soutien de l'OIDD a été particulièrement utile pour aligner les standards et les procédures sur l'ensemble du territoire.

Enfin, j'attire votre attention sur l'excellente coopération que l'OIDD a su développer avec l'ensemble des institutions compétentes en matière judiciaire. A tous les niveaux, la collaboration mise en œuvre par l'OIDD est exemplaire. Elle est respectueuse de la culture afghane et s'efforce de transcrire nos principes fondamentaux dans des pratiques alignées sur les meilleurs standards internationaux.

Pour conclure,

Je voudrais vous rappeler la préoccupation du gouvernement afghan en matière de justice sociale.

La Justice est un service public qui doit être moderne, compétent, transparent et efficace. Le Gouvernement afghan souhaite qu'un même accès inclusif et universel soit développé sur l'ensemble des 34 provinces du territoire.

Cet effort s'inscrit dans la stratégie du nouveau gouvernement d'unité nationale. L'affirmation de l'Etat de Droit est aujourd'hui une priorité qui est visible à tous les échelons de l'administration.

Aujourd'hui, la lutte contre la corruption ne souffre aucun compromis et le Gouvernement s'efforce de progresser dans ce domaine.

Dans cette perspective, des directives précises ont été données pour que la Justice devienne le nouveau symbole de la bonne gouvernance afghane.

Je reste convaincu que cet effort saura porter ses fruits et encore une fois, je remercie tous les opérateurs de l'OIDD qui conduisent leur mission dans des situations souvent difficiles et parfois dangereuse. Chaque jour, ils font avancer l'Afghanistan sur la voie de l'Etat du droit.

The International Development Law Organization (IDLO) enables governments and empowers people to reform laws and strengthen institutions to promote peace, justice, sustainable development and economic opportunity.